

Communiqué

Lomé, le 10 septembre 2018 – Six pays africains lancent une initiative mondiale sur la mobilisation des investissements dans le cadre de l'Alliance Solaire Internationale (ASI)

Le Bénin, le Burkina Faso, le Gabon, le Mali, le Niger et le Togo ont officialisé le lancement d'une initiative sur la mobilisation des investissements dans le cadre de l'Alliance Solaire Internationale (ASI). Les documents fondateurs de l'initiative ont été communiqués aux 68 pays signataires du Traité de l'ASI. **L'initiative a été finalisée lors d'une réunion à Lomé (Togo) les 23 et 24 août, au niveau des conseillers des chefs d'Etat.**

Cette initiative, qui vise à rallier tous les pays membres de l'ASI qui le veulent, est directement portée par les chefs d'Etat. Elle s'inscrit dans le cadre du programme de l'ASI « *Affordable finance at scale* » promu par la France et l'Inde et apporte une réponse directe aux priorités fixées lors du Sommet de l'ASI qui s'est tenu à New Delhi (Inde) le 11 mars 2018, à l'invitation du Président de la République française et du Premier ministre de l'Inde.

Le Président de la République Togolaise, SEM Faure Gnassingbe, Président du pays hôte a déclaré : « *Nous avons initié la mise en place, pour les projets de valorisation de l'énergie solaire, d'un cadre réglementaire et contractuel collectif optimal, prenant la forme d'un protocole international. Ce protocole s'appliquera aux actifs que chaque Etat enregistrera volontairement, sans préjudice des dispositions nationales existantes. Il sera ouvert à tous les pays membres de l'Alliance solaire internationale qui le souhaitent. C'est le levier indispensable si nous voulons agréger à grande échelle la demande de financement pour les projets dont nos populations ont besoin, obtenir la mise en place d'outils de garantie adaptés et une diminution massive des coûts de financement. A travers cette initiative nous, pays africains, souhaitons être les acteurs engagés de la révolution solaire que nous appelons de nos vœux en Afrique et dans le Monde.* »

Pour le Président de la République du Mali, SEM Ibrahim Boubacar Keita, l'initiative « *s'emploie résolument à relever les défis spécifiques majeurs, notamment : l'accès simplifié et direct de nos pays au financement des projets ainsi qu'à la réduction des coûts de transactions associés, et : la levée des barrières légales, réglementaires et institutionnelles empêchant le déploiement massif des investissements et des solutions innovantes de financement.* »

« *Cette initiative nous permettra de déployer plus de projets, plus rapidement, à moindre coût, et d'une manière plus conforme à nos besoins et à nos intérêts. Elle ouvre une voie nouvelle pour le financement des infrastructures durables. Elle pourra être répliquée, à grande échelle, pour d'autres infrastructures. Le solaire est un point de départ* », selon le Président du Bénin, SEM Patrice Talon.

« *L'initiative est portée au niveau des chefs d'Etat. Nous avons chacun mandaté un représentant, selon des termes communs. Nos représentants ont commencé le travail, avec l'ensemble des instances concernées. Nous sommes maintenant dans la phase d'élargissement du groupe de pays, de sélection du collège d'experts juridiques qui nous assistera et de mobilisation des fonds nécessaires. Toutes les parties concernées seront bien sûr consultées, et nous attendons qu'elles s'investissent massivement* », a ajouté le Président du Burkina Faso, SEM Roch Marc Christian Kaboré.

Les pays impliqués prévoient de tenir leur deuxième session de travail fin septembre.